

DES COMMUNISTES TRÈS MODÉRÉS

(Suite de la première page.)

Dans plusieurs de ces entreprises, déclare-t-il, les objectifs de production ont été « improvisés », les travailleurs n'ont pas toujours été consultés ; les organismes de participation et les syndicats ont été parfois réduits à jouer le rôle des anciens contremaîtres. C'est pourquoi les ouvriers ne s'y sont sentis libérés que « de manière abstraite » et ont continué de poser des revendications de « type traditionnel ».

M. Millas, cite comme exemple d'inefficacité le « comité du textile », qui s'est révélé incapable d'approvisionner le pays en uniformes scolaires. Or les entreprises publiques, ajoute-t-il, devraient être le « moteur de l'économie », et non une charge pour elle, ce qui serait « contre-révolutionnaire ». A chacune, il appartiendrait de « s'auto-financer et de dégager des excédents au profit du pays ». Pour y parvenir, le niveau des salaires devrait être lié à celui de la productivité, et des accords discutés dans ce sens avec les travailleurs, puis votés « à bulletin secret ». Il faudrait informer chaque mois les ouvriers des plans de production et de rémunération. Ces règles de bon fonctionnement ont été formulées déjà depuis quelques mois par la direction du parti. Mais M. Millas constate « avec inquiétude » qu'elles n'ont pas été observées dans le secteur anciennement ou récemment étatisé.

Autre faille relevée dans la politique suivie jusqu'à présent, et cette fois par M. Luis Corvalan, secrétaire général du P.C., dans une conférence de presse du 24 mai : une véritable « crise de direction » s'est produite, selon lui, au sein de l'Unité populaire. Au cours du conclave qui a réuni les partis de la coalition, avant le remaniement ministériel du 17 juin, les communistes ont sans doute précisé ce qu'ils entendaient par là : socialistes, communistes, radicaux, chrétiens de gauche, ont eu tendance à agir pour leur propre compte depuis dix-neuf mois. Le sectarisme s'est surtout manifesté dans le choix des responsables placés à la tête des entreprises d'Etat. En vertu de la règle observée par l'Unité populaire, qui a consisté à répartir les postes entre les partis de la coalition en fonction de leur représentation électorale, ce ne sont pas forcément les personnes les plus compétentes qui ont été choisies.

M. Corvalan n'a pas craint d'évoquer, en public, une certaine érosion « du soutien populaire au gouvernement », qui a été très vite confirmée

par les dernières élections syndicales. Alors que la centrale unique des travailleurs était le bastion des formations marxistes, les démocrates-chrétiens ont fait une poussée étonnante, battant même leurs rivaux dans des entreprises étatisées, comme les mines de cuivre de Chuquicamata ou la compagnie aérienne Lan Chile, ou bien progressant dans des organisations aussi ouvrières que la Fédération des travailleurs de la construction.

Si les communistes présentent un bilan aussi sévère, c'est que les difficultés se sont accumulées : les défauts de la production — conjugués avec d'importantes hausses de salaires — ont entraîné une inflation vertigineuse : + 24 % de janvier à

L'alliance avec les classes moyennes

Le P.C. chilien aurait pu s'en prendre au « boycottage yankee » — qui est réel, — ainsi qu'aux « sabotages » commis par des patrons hostiles ou apeurés. Il a préféré montrer qu'avant de socialiser toute l'économie, il valait mieux apprendre à gérer ce qui était déjà sous contrôle de l'Etat : à savoir les grandes richesses minières, les banques, le commerce extérieur, les transports, les productions « stratégiques » (pétrole, acier) et quelques monopoles comme le textile.

Il lui paraît, en effet, que le Chili ne peut se passer du jour au lendemain du secteur privé, en particulier des petits et moyens agriculteurs, qu'il désire s'associer par des « accords de production ». En outre, arrivée au pouvoir avec 36 % des voix, l'Unité populaire doit, à son avis, rechercher l'alliance des classes moyennes : « Eloigner de nous les petits et moyens producteurs », dit-elle, c'est les rendre utilisables pour un éventuel coup d'Etat fasciste. Ce ne sont jamais les banquiers et les grands industriels qui descendent dans la rue. »

C'est pourquoi le P.C. estime qu'il

Les réponses de l'extrême gauche

L'extrême gauche apprécie différemment les réalités. Elle ne croit guère à la vérité de la représentation électorale, donc à la nécessité de légitimer une politique par l'acquiescement d'une majorité estimée en nombre de voix : « mystifiées » par une exploitation séculaire, les « masses » ne sauraient prendre conscience d'elles-mêmes que dans la pratique du pouvoir. C'est pour-

mai, contre un peu plus de 6 % à la même époque de 1971. Une telle flambée des prix a relancé les revendications, d'autant plus « traditionnelles » que les rapports de production, dans les sociétés étatisées, n'ont pas été réellement changés. Pour approvisionner le pays, le gouvernement doit accroître ses importations, alors qu'il supporte déjà une dette extérieure de près de 4 milliards de dollars. Il entame donc son crédit et limite ses possibilités d'investir. Les occupations illégales de propriétés agricoles, de commerces, d'usines, multipliées par la gauche révolutionnaire, provoquent la panique chez les possédants et font fuir les capitaux.

faut s'entendre avec « tous ceux qui sont intéressés aux progrès du pays », autrement dit avec le parti démocrate-chrétien (P.D.C.). Or, à la direction de celui-ci, les partisans d'une entente avec l'Unité populaire l'ont emporté, en décembre 1970, sur ceux d'un combat solitaire. Ils reprochent au gouvernement Allende d'avoir, à trois reprises en 1971, repoussé leurs avances, sans doute parce que la coalition au pouvoir voulait mener jusqu'au bout son programme d'étatisation. Mais la coupure entre les deux courants a conduit à une impasse.

Le P.C. fonde son analyse sur les réalités électorales : « La classe ouvrière ne peut pas être hégémonique si elle est isolée », dit M. Millas. Le respect de la « légalité bourgeoise » lui paraît imposé par l'actuel rapport des forces. « Il n'y a aucune possibilité, dans la minute présente, de la modifier », dit M. Corvalan. (Conférence de presse du 24 mai.) A moins qu'il ne s'agisse de simples apaisements donnés aux impatients, de telles formules indiquent que le P.C. ne renonce ni à l'hégémonie ni à changer la légalité « plus tard ».

quoi on trouve, dans les programmes du MIR, ou sous la plume d'un porte-parole de l'extrême gauche, M. Cabieses Donoso, directeur de la revue *Punto Final*, des propositions de « socialisation » accélérée de l'économie : exproprier les « fundos » à partir de 40 hectares irrigués — au lieu de 80 hectares, — étendre le contrôle ouvrier à deux mille entreprises du secteur « non

monopolistique », créer des conseils de travailleurs urbains.

Puisque la « bourgeoisie » domine le Parlement, où l'opposition est majoritaire, il faut dissoudre le Parlement, et le remplacer par « une Assemblée du peuple vraiment représentative », affirme M. Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR. En somme, l'extrême gauche — qui compte, outre le MIR, de larges fractions du parti socialiste, de la gauche chrétienne — propose une sorte de « fuite en avant » ; elle estime que l'Unité populaire, si elle « n'a pas tout le pouvoir », permet aux « réactionnaires » de lui grignoter le peu qu'elle possède déjà.

Pour ses adversaires, une telle analyse néglige le fait qu'au Chili la légalité est une idée-force. Elle conduit à faire des dirigeants révolutionnaires les seuls, ou du moins les meilleurs interprètes des besoins et des possibilités des « masses ». Surtout, elle écarte volontairement les risques qu'entraînerait un coup de force « légal », tel que la création d'une Assemblée du peuple après dissolution du Parlement. Avec un pays situé dans la sphère d'influence américaine, une armée de métier garante de la Constitution et une majorité de la population non encore conquise, comment le gouvernement chilien pourrait-il bousculer la légalité, fût-elle appelée « bourgeoise » ?

M. Allende a donc décidé de rechercher la neutralité parlementaire des démocrates-chrétiens, sans laquelle il ne peut gouverner que par vetos successifs. Il va tenter de remettre de l'ordre dans une économie passablement perturbée, afin de protéger les conquêtes des premiers mois (redistribution des revenus, plein emploi). Partout ailleurs qu'au Chili, semble-t-il, la division qui s'est opérée au sein de l'Unité populaire, et surtout la rivalité entre le P.C. et les « gauchistes », auraient paralysé le chef du gouvernement. Mais le Chili a un système présidentiel, ce qui donne à M. Allende une large marge de manœuvre. En outre, l'Unité populaire a toujours eu, jusqu'à présent, oublier ses divergences à l'heure de l'arbitrage présidentiel. Et puis, le Chili est ce pays original où communistes et « gauchistes », à l'abri de leurs polémiques publiques, ont su longtemps dialoguer en coulisses. *Punto Final*, revue de l'extrême gauche, reproduit en entier les thèses du « frère ennemi ». Il est vrai que le journal du P.C. n'a pas les mêmes élégances...

CHARLES VANHECKE.